

Les subsides

M. Crosby: Monsieur le Président, je voudrais faire une brève observation en sachant très bien que le député sera certainement d'accord avec moi. Lui et moi savons de quoi nous parlons, mais je pense que d'autres ne savent peut-être pas que dans des régions non développées de la Nouvelle-Écosse—et la même situation existe à Terre-Neuve d'après ce que dit le député—il n'est pas toujours possible de se servir des nappes d'eau souterraines en forant un puits, parce que cette eau est contaminée. Par exemple, dans la région de Waverley, dans la circonscription de Halifax-Ouest, et dans d'autres régions, l'eau est contaminée, de sorte qu'il est impossible de trouver de l'eau pure par la méthode normale qui consiste à forer un puits. Comme mon collègue l'a souligné, il n'est pas toujours possible, dans les régions rurales, d'obtenir l'appui d'une municipalité pour installer un réseau moderne comme on en trouve normalement dans les villes.

Le député conviendra peut-être avec moi qu'il s'agit d'une certaine manière d'un problème rural. Mais, en l'absence d'une solution, non seulement la région en question demeurera rurale, mais elle ne sera jamais développée, alors qu'elle aurait peut-être pu l'être si le problème avait été réglé.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur le Président, je voulais reprendre le débat de la motion à l'étude là où mon collègue l'a laissé cet après-midi, lorsqu'il a parlé du rôle que peut jouer le commerce international pour redonner à la région de l'Atlantique les moyens de retrouver un niveau d'activité économique susceptible de nous faire rattraper notre retard par rapport aux autres provinces. A mon sens, le gouvernement, nos responsables et nos institutions connaissent suffisamment bien les statistiques relatives au commerce international et l'incidence qu'elles ont sur la création d'emplois. Selon certaines statistiques simples, par exemple, chaque milliard de dollars qui s'ajoute au volume des exportations peut permettre de créer en moyenne 16,000 ou 17,000 emplois. Pour certains produits, le taux est plus élevé, bien entendu, et pour d'autres, il est inférieur. Nos exportations ne sont pas loin de représenter 100 milliards de dollars. Monsieur le Président, si un ou deux milliards de ce volume allaient à la région de l'Atlantique, nous pourrions créer 25,000 ou 30,000 nouveaux emplois à long terme, ce qui nous débarrasserait, comme l'a dit mon collègue, d'une grande partie du chômage en Nouvelle-Écosse uniquement. A mon sens, c'est un secteur auquel le gouvernement devrait commencer à s'intéresser.

● (1740)

J'ai suivi l'évolution de l'expansion économique régionale. J'ai vu les gouvernements successifs, pleins de bonnes intentions, chercher à surmonter le problème des disparités entre les régions. Je les ai vus passer des programmes ruraux aux programmes régionaux et ruraux, aux programmes ruraux et agricoles, ruraux et industriels, puis à l'expansion régionale simplement et, enfin, à l'expansion industrielle régionale. Nous n'avons toujours pas réussi à surmonter le problème. Les historiens diront sans doute qu'une dizaine ou une douzaine de programmes spéciaux ont été examinés, adoptés et mis à l'essai. Toutefois, ils se sont tous révélés insuffisants. Je ne condamne pas *a priori* les programmes spéciaux, les tâtonnements, mais il est pénible de devoir reconnaître que toutes les initiatives qu'on a prises ont en fait échoué. Le problème existe toujours et il s'aggrave. Je suppose qu'il me faudra proposer un autre programme spécial, si vous voulez. Néanmoins, je crois

que nous devrions nous pencher sérieusement là-dessus au cours des dix ou quinze prochaines années.

Beaucoup des fonds de développement qui sont investis dans notre région sont perdus. Nous avons plus ou moins échoué dans nos tentatives de développer une assise industrielle, un secteur manufacturier, les pêches, l'exploitation forestière et l'agriculture. Pour remplacer le réseau d'adduction d'eau à Halifax, nous avons dû dépenser de 40 à 45 millions de dollars. Dans la région de l'Atlantique, nous ne fabriquons ni tuyaux ni soupapes, ni joints d'étanchéité, ni pompes. Nous ne fabriquons pas le fil électrique qu'il faut poser dans le bâtiment abritant la pompe qui actionne le moteur. La marge d'erreur est extraordinairement élevée. Pour le seul projet Pocklock, il y a quinze ans environ, elle a presque atteint 90 p. 100. Bien qu'il semble que nous ayons obtenu énormément d'aide, tout ce que nous avons reçu en fait fut de quoi payer la main-d'œuvre, quelques briques et peut-être un peu de béton. De tout cela, cependant, il ne nous reste plus rien, sinon l'infrastructure. Nous en avons besoin et je n'y trouve rien à redire.

Nous savons maintenant que sur les centaines de millions de dollars qu'on dépense au large de nos côtes, peut-être n'en restera-t-il que 20 p. 100. Le reste, soit 80 p. 100 s'en va ailleurs et ne reste pas dans les provinces de l'Atlantique pour y créer des emplois permanents. Ce ne sont là que deux exemples. Que pouvons-nous faire d'autre? Nous avons tenté d'aider le secteur agricole. Nous avons tenté d'aider le secteur manufacturier. Cela n'a servi à rien. D'une façon ou d'une autre, nous devons réinvestir dans Devco, de façon à remettre tout ce monde à l'ouvrage.

Je ne parle pas des entreprises à caractère permanent mais des nouvelles initiatives que nous devrions prendre. Le ministre chargé de la main-d'œuvre à l'intention d'investir 11 milliards de dollars pour recycler la main-d'œuvre. Formidable! Voilà qui sera fort utile. Cependant, voyons un peu ce que le Canada peut vendre. Nous devons commencer à nous interroger maintenant, de façon à savoir exactement ce que le Canada pourrait vendre à l'étranger dans une dizaine d'années. Les provinces de l'Atlantique sont ouvertes sur le monde. Cependant, nous n'avons pas la technologie. Nous ignorons même où sont les débouchés.

Je ne comprends pas ceux qui demandent comment ils pourraient mettre au point, fabriquer et commercialiser un produit sans savoir ce qu'ils veulent vendre. Nous n'avons pas commencé. Commençons par identifier nos objectifs. Nous pourrions utiliser une partie de l'argent des accords et des accords subsidiaires. Le ministre nous a expliqué aujourd'hui la grandeur et la décadence de ces programmes qui débutent, prennent de l'ampleur, puis périclitent. Ils commencent et ils finissent. Utilisons ces différentes étapes relativement aux investissements dans le marché et à l'identification des produits et des techniques pour mettre sur les marchés identifiés des produits identifiés. Voyons un peu si les provinces de l'Atlantique pourraient vendre pour 2 milliards de dollars de plus. Nous avons accès à l'océan. Pourquoi ne pas en profiter? Je ne dis pas qu'il faudrait investir pour fabriquer des produits de consommation à l'intention du marché central, de celui du mid-ouest américain, voire même de celui du Nord-Est des États-Unis qui sont déjà saturés. Je dis qu'il faudrait tourner